



Tortures et actes de barbarie

1) Éléments constitutifs	3
1.1) Élément légal	3
1.2) Élément matériel	3
1.3) Élément moral	3
2) Circonstances aggravantes	4
2.1) Tenant à la personne de la victime	4
2.2) Tenant à la personne de l'auteur	4
2.3) Tenant aux conditions dans lesquelles l'infraction a été commise	5
2.4) Tenant aux conséquences de l'infraction	5
3) Pénalités	6
4) Tentative	6
5) Responsabilité des personnes morales	6
6) Causes légales d'exemption ou d'atténuation de la peine	6
6.1) Exemption de peine	6



6.2) Réduction de peine	6
7) Dispositions particulières	7
7.1) Application de la loi française	7
7.2) Infraction complémentaire : offre ou promesse de dons en vue de commettre un crime	7
7.3) Infraction complémentaire : enregistrement ou diffusion d'images	7
8) Point particulier : Atteinte à l'intégrité de la personne résultant d'une intoxication volontaire	7



1) Éléments constitutifs

Les tortures et actes de barbarie peuvent constituer :

soit une infraction autonome **[Objet de la présente fiche.]** (prévue et réprimée par l'article 222-1 du CP) ;
soit la circonstance aggravante d'une autre infraction (*exemple : enlèvement ou séquestration [CP, art. 224-2, al. 2], proxénétisme [CP, art. 225-9]*) .

Qu'ils constituent une infraction ou une circonstance aggravante, ils conservent les mêmes éléments constitutifs.

1.1) Élément légal

Aux termes de l'article 222-1 du Code pénal, « *Le fait de soumettre une personne à des tortures ou à des actes de barbarie est puni de quinze ans de réclusion criminelle* ».

1.2) Élément matériel

L'article 222-1 du code pénal ne définit pas les actes de torture et de barbarie dont il organise la répression. Il est revenu à la jurisprudence d'en préciser les contours. Ces actes supposent la commission d'un ou plusieurs actes d'une gravité exceptionnelle qui dépassent de simples violences et occasionnent à la victime (nécessairement vivante) une douleur ou une souffrance aiguë. Ont ainsi pu être considérés comme des actes de torture : des actes d'exorcisme, d'excision, de castration, des brûlures... [Dalloz - Fiche d'orientation " Torture et actes de barbarie - Septembre 2022 "]

Les éléments devant constituer l'élément matériel des actes de torture et de barbarie peuvent être définis ainsi :

- une personne humaine vivante, différente de celle de l'auteur,
- sur laquelle sont commis un ou plusieurs actes d'une gravité exceptionnelle qui dépassent de simples violences,
- qui occasionnent à la victime une douleur ou une souffrance aiguë (insupportable), physique ou mentale.

De nombreux exemples figurent dans la jurisprudence, sous la qualification autonome de tortures ou actes de barbarie, ou comme circonstance aggravante :

- crever les yeux de la victime ;
- imposer à son épouse, préalablement ligotée, des actes sexuels non consentis, avec introduction de corps étrangers et uriner dans sa bouche ;
- pratiquer à deux reprises la masturbation sur le visage et le corps de son fils, âgé de 20 mois, alors que son concubin filmait la scène ;
- frapper à plusieurs reprises la victime à coups de masse sur les membres inférieurs, brûler à plusieurs reprises ses mains et la plante de ses pieds au moyen d'un fer à repasser, puis tirer en sa direction avec une arme chargée à grenaille, l'un des plombs l'ayant atteint à la verge ;
- menotter et bâillonner une femme avant de la violer, lui enfoncer de force une bouteille dans la bouche, lui faire inhaler de l'acide, en utilisant un pique-boeufs électrique au niveau du sexe.



La jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme en la matière est abondante. Elle se fonde sur l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme relative à l'interdiction de la torture ou des traitements inhumains ou dégradants. Les faits qui lui sont soumis concernent le plus souvent des personnes gardées à vue. La Cour apprécie alors in concreto les traitements (durée, effets physiques et mentaux, sexe, âge, état de santé de la victime, etc.). Ainsi, le maintien en détention d'une personne nécessitant des soins médicaux a été jugé contraire à ce même article 3.



1.3) Élément moral

Les tortures ou actes de barbarie nécessitent, pour être caractérisés, que leur auteur ait eu l'intention de les commettre. La Cour de cassation précise que l'intention ne peut pas se déduire des seuls faits commis [Cass. Crim., 11 janvier 2005.].

Cet élément moral semble supposer l'existence d'un dol spécial « *consistant dans la volonté de nier dans la victime la dignité de la personne humaine* » [Lyon, 19 janvier 1996.]. En l'absence de ce dol spécial, l'infraction pourrait n'être qualifiée, selon certains auteurs, que de violences volontaires.

2) Circonstances aggravantes

2.1) Tenant à la personne de la victime

Les tortures et actes de barbarie sont aggravés lorsqu'ils sont commis à l'égard de certaines victimes :

- sur un mineur de 15 ans (CP, art. 222-3, 1°) ;
- sur une personne dont la particulière vulnérabilité, due à son âge, une maladie, une infirmité, une déficience physique ou psychique ou un état de grossesse, est apparente ou connue de son auteur (CP, art. 222-3, 2°) ;
- sur une personne dont l'état de sujétion psychologique ou physique, au sens de l'article 223-15-3 du code pénal, est connu de son auteur (CP, art. 222-3, 2° bis) ;
- sur un ascendant légitime ou naturel ou sur les père ou mère adoptifs (CP, art. 222-3, 3°) ;
- sur un magistrat, un juré, un avocat, un officier public ou ministériel, un membre ou un agent de la Cour pénale internationale, un militaire de la gendarmerie nationale, un fonctionnaire de la police nationale, des douanes, de l'administration pénitentiaire ou toute autre personne dépositaire de l'autorité publique, un sapeur-pompier ou un marin-pompier, un gardien assermenté d'immeubles ou de groupes d'immeubles ou un agent exerçant pour le compte d'un bailleur des fonctions de gardiennage ou de surveillance des immeubles à usage d'habitation, dans l'exercice ou du fait de ses fonctions, lorsque la qualité de la victime est apparente ou connue de l'auteur (CP, art. 222-3, 4°) ;
- sur un enseignant ou tout membre des personnels travaillant dans les établissements d'enseignement scolaire, sur un agent d'un exploitant de réseau de transport public de voyageurs ou toute personne chargée d'une mission de service public, ainsi que sur un professionnel de santé, dans l'exercice ou du fait de ses fonctions, lorsque la qualité de la victime est apparente ou connue de l'auteur (CP, art. 222-3, 4°bis) ;
- sur le conjoint, les ascendants ou les descendants en ligne directe ou sur toute autre personne vivant habituellement au domicile des personnes mentionnées aux 4° et 4°bis, en raison des fonctions exercées par elles (CP, art. 222-3, 4°ter) ;
- sur un témoin, une victime ou une partie civile, soit pour l'empêcher de dénoncer les faits, de porter plainte ou de déposer en justice, soit en raison de sa dénonciation ou de sa plainte, soit à cause de sa déposition devant une juridiction nationale ou devant la Cour pénale internationale (CP, art. 222-3, 5°) ;
- sur une personne qui se livre à la prostitution, y compris de façon occasionnelle, si les faits sont commis dans l'exercice de cette activité (CP, art. 222-3, 5°quater) ;
- sur un mineur de 15 ans par un ascendant légitime, naturel ou adoptif ou par toute autre personne ayant autorité sur le mineur (CP, art. 222-3, al. 19) ;
- de manière habituelle sur un mineur de quinze ans ou sur une personne dont la particulière vulnérabilité, due à son âge, à sa maladie, à une infirmité, à une déficience physique ou psychique ou à un état de grossesse, est apparente ou connue de son auteur ou sur une personne dont l'état de sujétion psychologique ou physique, au sens de l'article 223-15-3 du code pénal est connu de son auteur (CP, art. 222-4).

2.2) Tenant à la personne de l'auteur



Les tortures et actes de barbarie sont aggravés lorsqu'ils sont commis :

- par le conjoint, le concubin ou le partenaire de la victime (CP, art. 222-3, 6°). **Conformément à l'article 132-80 CP, l'infraction est également constituée lorsque les faits sont commis par l'ancien conjoint, l'ancien concubin ou l'ancien partenaire lié à la victime par un pacte civil de solidarité.** Mais, ainsi que le rappelle l'alinéa 2 de cet article, il conviendra de démontrer que l'infraction a été "commise *en raison* des relations ayant existé entre l'auteur des faits et la victime" ;
- par une personne dépositaire de l'autorité publique ou chargée d'une mission de service public dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions ou de sa mission (CP, art. 222-3, 7°) ;
- par une personne agissant en état d'ivresse manifeste ou sous l'emprise manifeste de produits stupéfiants (CP, art. 222-3, 11°).

2.3) Tenant aux conditions dans lesquelles l'infraction a été commise

Les tortures et actes de barbarie sont aggravés lorsqu'ils :

- précèdent, accompagnent ou suivent un crime autre que le meurtre ou le viol (CP, art. 222-2) ;
- sont commis contre une personne afin de la contraindre à contracter un mariage ou à conclure une union ou en raison de son refus de contracter ce mariage ou cette union (CP, art. 222-3, 6°bis) ;
- sont commis par plusieurs personnes agissant en qualité d'auteur ou de complice (CP, art. 222-3, 8°) ;
- sont commis avec préméditation ou avec guet-apens (CP, art. 222-3, 9°) ;
- sont commis avec usage ou menace d'une arme (CP, art. 222-3, 10°) ;
- sont accompagnés d'agressions sexuelles autres que le viol (CP, art. 222-3, al. 18)
- sont commis en bande organisée (CP, art. 222-4).

2.4) Tenant aux conséquences de l'infraction

Les tortures et actes de barbarie sont aggravés lorsqu'ils ont entraîné :

- une mutilation ou une infirmité permanente (CP, art. 222-5) ;
- la mort de la victime, sans intention de la donner (CP, art. 222-6).



3) Pénalités

Infractions	Qualifications	Prévues et réprimées	Peines
Tortures ou actes de barbarie	C R I M E	CP, art. 222-1	Réclusion criminelle de quinze ans
Aggravation liée à l'auteur		CP, art. 222-3, 6°, 7° et 11°	Réclusion criminelle de vingt ans
Aggravation liée à la victime		CP, art. 222-3, 1° à 5°quater	
		CP, art. 222-3, al. 19 et 222-4	Réclusion criminelle de trente ans
Aggravation tenant aux conditions dans lesquelles l'infraction a été commise		CP, art. 222-3, 6° bis, 8° à 10° et al. 18	Réclusion criminelle de vingt ans
		CP, art. 222-4	Réclusion criminelle de trente ans
		CP, art. 222-2	Réclusion criminelle à perpétuité
Aggravation tenant aux conséquences de l'infraction		CP, art. 222-5	Réclusion criminelle de trente ans
		CP, art. 222-6	Réclusion criminelle à perpétuité

4) Tentative

L'infraction étant criminelle, quelles qu'en soient les modalités, la tentative est toujours punissable (CP, art. 121-4).

La tentative pourrait correspondre au fait d'attacher une personne en vue de lui faire subir des sévices, puis d'en être empêché par l'arrivée d'individus.

5) Responsabilité des personnes morales

Les personnes morales peuvent être déclarées responsables de ces infractions (CP, art. 222-6-1).

6) Causes légales d'exemption ou d'atténuation de la peine

6.1) Exemption de peine

Toute personne qui a tenté de commettre des tortures ou actes de barbarie est exempte de peines si (CP, art. 222-6-2, al. 1) :

- ayant averti l'autorité administrative ou judiciaire,
- elle permet d'éviter la réalisation de l'infraction.

6.2) Réduction de peine

La personne qui a commis des tortures ou actes de barbarie, en qualité d'auteur ou de complice, voit sa peine réduite des deux tiers si (CP, art. 222-6-2, al. 2) :

- ayant averti l'autorité administrative ou judiciaire,
- elle permet de faire cesser l'infraction ou d'éviter que l'infraction entraîne la mort ou l'infirmité permanente de la victime,
- et d'identifier les autres auteurs ou complices.



Lorsque la peine encourue est la réclusion criminelle à perpétuité, celle-ci est ramenée à vingt ans de réclusion criminelle.

7) Dispositions particulières

7.1) Application de la loi française

Dans le cas de tortures et actes de barbarie commis à l'étranger contre une personne afin de la contraindre à contracter un mariage ou à conclure une union ou en raison de son refus de contracter ce mariage ou cette union, la loi française est applicable, par dérogation au principe de l'application de la loi pénale dans l'espace de l'article 113-7 [Cf. [fiche de documentation n° 61-01.](#)] (CP, art. 222-6-3).

7.2) Infraction complémentaire : offre ou promesse de dons en vue de commettre un crime

Le fait de faire à une personne des offres ou des promesses ou de lui proposer des dons, présents ou avantages quelconques afin qu'elle commette, y compris hors du territoire national, un des crimes prévus par le présent paragraphe est puni, lorsque ce crime n'a été ni commis, ni tenté, de dix ans d'emprisonnement et de 150 000 € d'amende (CP, art. 222-6-4).

7.3) Infraction complémentaire : enregistrement ou diffusion d'images

Le fait d'enregistrer, par tout moyen et sur tout support, les images d'actes de torture et de barbarie constitue un acte de complicité de tortures et actes de barbarie. Le complice encourt les mêmes peines que l'auteur principal (CP, art. 222-33-3, al. 1 et 121-6).

Le fait de diffuser l'enregistrement de ces images constitue un délit puni de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (CP, art. 222-33-3, al. 2).

L'enregistrement ou la diffusion de telles images n'est pas sanctionné s'ils résultent de l'exercice normal d'une profession ayant pour but d'informer le public ou s'il est réalisé pour servir de preuve [Pour une description complète de ces infractions, cf. [fiche de documentation n° 23-05 sur les " violences", § 15 " enregistrement et diffusion d'images de violence."](#)] (CP, art. 222-33-3, al. 3).

8) Point particulier : Atteinte à l'intégrité de la personne résultant d'une intoxication volontaire

L'article 222-18-4 du code pénal, créé par la loi n°2022-52 du 24 janvier 2022, punit le fait pour une personne d'avoir consommé volontairement, de façon illicite ou manifestement excessive, des substances psychoactives en ayant connaissance du fait que cette consommation est susceptible de la conduire à mettre délibérément autrui en danger, lorsque cette consommation a entraîné un trouble psychique ou neuropsychique temporaire **sous l'empire duquel elle a commis des tortures, actes de barbarie** ou violences dont elle est déclarée pénalement irresponsable en application du premier alinéa de l'article 122-1 du code pénal des peines suivantes :

- sept ans d'emprisonnement et 100 000 euros d'amende si les tortures, actes de barbarie ou violences ont entraîné la mort ;
- cinq ans d'emprisonnement et 75 000 euros d'amende, si les tortures, actes de barbarie ou violences ont entraîné une mutilation ou une infirmité permanente ;
- deux ans d'emprisonnement et 30 000 euros d'amende, si les tortures, actes de barbarie ou violences ont entraîné une incapacité totale de travail pendant plus de huit jours.

L'alinéa 5 de cet article prévoit l'aggravation de l'infraction prévue en son alinéa 1 si l'auteur de l'infraction a été précédemment déclarée pénalement irresponsable d'un homicide volontaire [L'étude complète de cette infraction est à retrouver au § 17 de la [fiche de documentation n° 23_05 sur les " violences"](#)].



Ce document et tous les textes, images, illustrations, iconographies ou fichiers attachés sont exclusivement destinés à un usage professionnel.
L'usage, l'impression, la copie, la publication ou la diffusion sont strictement interdits en dehors de la Gendarmerie nationale.

